

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W6896-21SO91/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID  
pwz202

N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W6896-21SO91

File No. - N° du dossier  
PWZ-0-43205

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE A - CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES SPÉCIFICATION**



**UNITÉ DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES (OUEST)  
DÉTACHEMENT SHILO**

**DEVIS POUR CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES**

**RELATIVE À**

**L'ENTRETIEN DES IMMEUBLES**

**À LA**

**BASE DES FORCES CANADIENNES SHILO**

**À SHILO (MANITOBA)**

**LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE  
RELATIVE À LA SÉCURITÉ**

**TITRE DE LA SECTION**

**NBRE DE PAGES**

**DIVISION 00 – EXIGENCES RELATIVES AUX APPROVISIONNEMENTS ET AUX CONTRATS**

00 01 10	TABLE DES MATIÈRES .....	1
----------	--------------------------	---

**DIVISION 01 – EXIGENCES GÉNÉRALES**

01 00 10	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES .....	16
01 35 15	EXIGENCES DE SÉCURITÉ .....	6
01 70 12	EXIGENCES DE SÛRETÉ .....	5

**FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES**

## **Partie 1 GÉNÉRALITÉS**

### **1.0 GÉNÉRALITÉS**

- .1 Les documents contractuels de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) doivent être lus de pair avec le présent devis.

### **1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX**

- .1 Les travaux visés par la présente convention d'offre à commandes (COC) comprennent la fourniture d'une main-d'œuvre autorisée et qualifiée, d'outils, d'équipement, de transport, de supervision et de matériaux à la demande du ministère de la Défense nationale (MDN), sous forme de commandes subséquentes de services d'entretien de bâtiments pour l'Unité des opérations immobilières (Ouest) – Dét. Shilo, à Shilo (Manitoba). Les services doivent être fournis sur demande, conformément au devis ci-joint. Les ententes de services futures, accompagnées des descriptions de la portée des travaux ou des commandes de travaux, décriront plus en détail les travaux à exécuter.
- .2 L'entrepreneur fournira sur demande des services sur place, y compris ce qui suit, sans s'y limiter :
  - .1 réparations générales des structures et des revêtements intérieurs;
  - .2 réparation de la toiture;
  - .3 réparation des gouttières;
  - .4 peinture;
  - .5 réparation des couvre-sol et du carrelage mural;
  - .6 serrurerie;
  - .7 inspection et réparation des portes escamotables en plafond;
  - .8 inspection, entretien et réparation des portes automatiques pour personnes handicapées;
  - .9 inspections, entretien et réparations des ascenseurs, des monte-charge et des ascenseurs pour personnes handicapées;
  - .10 inspection et réparations des appareils de levage et des ponts roulants;
  - .11 inspection et entretien des systèmes hydrauliques de levage et des niveleurs de quai;
  - .12 nettoyage industriel à la vapeur, y compris le nettoyage des bordures des patinoires de hockey;
  - .13 fabrication d'enseignes;
  - .14 travaux de soudage;
  - .15 installation et réparation de vitres;
  - .16 installation et réparation de portes et de cadres en aluminium;
  - .17 nettoyage de la hotte d'évacuation de la cuisine;
    - .1 lavage, nettoyage et remplacement des filtres des hottes de cuisine et des ventilateurs;
  - .18 réparation et entretien du matériel de cuisine (lave-vaisselle, fours/combines);

- .19 entretien et étalonnage du matériel et des outils de l'atelier;
- .20 travaux généraux d'électricité.

## 1.2 **MODE DE RÉALISATION**

- .1 La présente convention d'offre à commandes (COC) fera l'objet d'un contrat à prix unitaire avec une limite maximale établie en fonction des modalités et des montants contenus dans les documents contractuels.

## 1.3 **TRAVAUX FUTURS**

- .1 La présente COC vise la durée indiquée dans les documents contractuels, qui peut être prolongée conformément aux conditions qui y sont énoncées.

## 1.4 **ENTENTE DE SERVICES**

- .1 Chaque entente de service représentera un contrat à prix unitaire avec une limite maximale.
- .2 Chaque demande d'entente de service sera associée à une description de la portée des travaux et/ou à une commande de travail exigeant que l'entrepreneur fournisse une proposition de travail comprenant une ventilation des coûts du travail, un calendrier d'exécution et une date d'achèvement du travail.
- .3 En l'absence d'indication contraire dans l'entente de services, le respect de toutes les sections du devis de la COC pourrait être nécessaire dans le cadre de chaque commande subséquente. L'inspecteur des contrats du MDN déterminera les exigences avant d'attribuer chaque entente de services.
- .4 Les commandes subséquentes seront amorcées par l'inspecteur des contrats du MDN. Pour toute section du devis ou tout document sur la portée des travaux pouvant porter les mentions « Inspecteur des contrats du MDN », « Inspecteur » ou « Ingénieur », les documents doivent porter la mention « Inspecteur des contrats du MDN ».

## 1.5 **CLASSIFICATION DE L'ENTENTE DE SERVICES**

- .1 L'inspecteur des contrats du MDN déterminera la classification de l'entente de services au moment de son émission.
- .2 Le temps de réponse est défini comme étant « le temps entre l'appel téléphonique initial de l'inspecteur des contrats du MDN et l'arrivée sur place de l'entrepreneur ».
- .3 La période de rectification est définie comme étant le temps nécessaire pour effectuer « la réparation ou la réparation temporaire approuvée par l'inspecteur des contrats du MDN ».
- .4 Les classifications sont les suivantes :
  - .1 Demande d'urgence (priorité 1)
    - .1 Temps de réponse : 1 heure
    - .2 Période de rectification : 2 heures
    - .3 Travaux d'urgence : Les appels de service peuvent avoir lieu en tout temps (24 heures sur 24, 365 jours par année).
  - .2 Demande essentielle (priorité 2)
    - .1 Temps de réponse : 2 heures

- .2 Période de rectification : 4 heures
- .3 Les appels de service doivent avoir lieu pendant les heures de travail.
- .3 Demande régulière (priorité 3)
  - .1 Temps de réponse : 24 heures
  - .2 Période de rectification : 72 heures
  - .3 L'appel de service doit avoir lieu pendant les heures de travail, mais son traitement est une priorité.

#### 1.6 **ORDRE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX (POUR L'ENTENTE DE SERVICES)**

- .1 Se conformer à toutes les règles de sécurité de la base.
- .2 Coordonner les travaux avec l'inspecteur des contrats du MDN de sorte que le maître de l'ouvrage puisse continuer à utiliser les lieux pendant les travaux de construction.
- .3 Fournir à l'inspecteur des contrats du MDN un calendrier des travaux de construction pour coordonner toutes les interruptions de service durant les travaux.
- .4 Maintenir l'accès aux fins de la lutte contre l'incendie; prévoir également les moyens de lutte contre l'incendie, selon ce qui est prévu.
- .5 Obtenir les espaces supplémentaires d'entreposage ou de travail nécessaires pour mener à bien les activités prévues par le présent contrat et en payer le coût.
- .6 Engager un superviseur/contremaître compétent qui doit se trouver sur le chantier lorsqu'un sous-traitant effectue des travaux.
- .7 Fournir tous les permis requis par l'autorité compétente. Présenter une copie de chacun de ces permis à l'inspecteur des contrats du MDN.

#### 1.7 **DÉFINITIONS**

- .1 Le terme « inspecteur des contrats du MDN » désigne le responsable technique de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat. Le responsable technique sera la personne-ressource principale de l'entrepreneur.
- .2 Toutes les questions relatives au lieu de travail, y compris les inspections et les approbations de matériel, seront traitées par l'Unité des opérations immobilières (Ops Imm) Ouest – Détachement (Dét). Shilo par l'intermédiaire de l'inspecteur des contrats du MDN.

#### 1.8 **POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE**

- .1 Conformément à la politique sur l'environnement de la Base des Forces canadiennes Shilo, l'entrepreneur doit proposer des versions « écologiques » de tous les produits indiqués. Pour tous les produits « écologiques » demandés par l'inspecteur des contrats du MDN, l'entrepreneur doit présenter des fiches techniques et des fiches de données de sécurité (FSD). Tous les matériaux « écologiques » indiqués doivent être approuvés par l'inspecteur des contrats du MDN avant d'être utilisés.

#### 1.9 **NORMES ET CODES**

- .1 Les différentes sections et sous-sections du présent devis renvoient à des normes locales, nationales et internationales. Ces normes font partie intégrante des présentes et, par

conséquent, doivent être consultées conjointement avec les dessins et le devis, comme si elles y étaient reproduites. L'entrepreneur devra, par conséquent, en connaître entièrement le contenu et les exigences. La plus récente édition de toutes les normes s'applique toujours, même si le devis mentionne une édition datée particulière.

- .2 L'entrepreneur exécutera les travaux conformément aux exigences du Code national du bâtiment du Canada, du Code national de la plomberie, du Code national de l'électricité, du Code national de prévention des incendies, du Code d'installation du gaz naturel et du propane et de tout autre code provincial ou d'application locale. En cas de contradiction ou de divergence, les exigences les plus strictes devront prévaloir.
- .3 Les travaux doivent satisfaire aux exigences des documents mentionnés ci-après, ou les dépasser :
  - .1 les documents contractuels, le présent devis ou les descriptions de la portée des travaux;
  - .2 les normes, les codes et les autres documents cités en référence.

#### 1.10 **DOCUMENTS REQUIS**

- .1 Conserver sur le lieu de travail un exemplaire de chacun des documents suivants :
  - .1 dessins contractuels;
  - .2 devis ou descriptions de la portée des travaux;
  - .3 dessins d'atelier revus;
  - .4 modifications apportées au contrat;
  - .5 exemplaire du calendrier des travaux approuvé;
  - .6 instructions d'installation et d'utilisation des fabricants.

#### 1.11 **ESTIMATIONS DES TRAVAUX**

- .1 L'entrepreneur fournit des estimations des travaux à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, sans frais pour le MDN.
- .2 Les estimations des travaux doivent contenir ce qui suit :
  - .1 titre des travaux;
  - .2 liste et coûts des matériaux;
  - .3 coût de la main-d'œuvre;
  - .4 marge bénéficiaire;
  - .5 TPS.
- .3 L'ESTIMATION DES TRAVAUX NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE EN TANT QUE DEVIS. LES TRAVAUX SERONT PAYÉS CONFORMÉMENT AUX CONDITIONS FINANCIÈRES DU CONTRAT.

#### 1.12 **SUPERVISION SUR LES LIEUX**

- .1 L'entrepreneur doit désigner un superviseur compétent et qualifié qui doit être sur les lieux en tout temps durant les travaux et être capable de donner suite aux instructions de l'inspecteur des contrats du MDN. Le superviseur ne doit pas être remplacé sans la permission de l'inspecteur des contrats du MDN, mais pourrait l'être à la demande de ce

dernier. Le superviseur doit détenir l'autorité et les aptitudes nécessaires pour s'exprimer au nom de l'entrepreneur sur les questions courantes relatives aux opérations quotidiennes.

#### 1.13 **RÉUNIONS DE PROJET**

- .1 L'inspecteur des contrats du MDN aura la responsabilité d'organiser des réunions de projet au besoin, de planifier leurs horaires et d'en rédiger les comptes rendus.

#### 1.14 **QUALIFICATIONS DES COMPAGNONS**

- .1 Le rapport du nombre de compagnons par rapport au nombre d'apprentis pour tout corps de métier sur les lieux doit être conforme aux exigences minimales prescrites par la Direction de l'apprentissage de la province du Manitoba.
- .2 À la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, l'entrepreneur doit fournir la preuve de la présence de compagnons qualifiés travaillant sur le chantier.
- .3 L'entrepreneur doit être en mesure d'indiquer que le rapport entre le nombre de compagnons et le nombre d'apprentis présents sur le chantier est conforme aux exigences en tout temps.
- .4 Le non-respect de cette norme établie entraînera le rejet des travaux exécutés ainsi que l'obligation d'exécuter et de certifier à nouveau les travaux déjà réalisés, et ce, aux frais de l'entrepreneur.

#### 1.15 **DÉBUT DES TRAVAUX**

- .1 L'entrepreneur ne doit pas commencer le travail avant d'avoir obtenu l'approbation de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .2 L'entrepreneur doit apporter sa propre copie du formulaire de demande avec lui; ou l'obtenir de l'inspecteur de contrats du MDN, advenant un appel de service.
- .3 L'entrepreneur doit soumettre une demande remplie et un feuillet détaillé pour le travail accompli, le cas échéant.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de donner à l'occupant un délai de préavis suffisant de son intention de commencer les travaux.
- .5 Les déplacements sur les lieux de travail et dans les environs immédiats sont assujettis aux restrictions propres à l'endroit en question et formulées par l'inspecteur des contrats du MDN.

#### 1.16 **UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR**

- .1 L'entrepreneur se doit d'utiliser les lieux de concert avec les occupants du bâtiment et l'inspecteur des contrats du MDN.

#### 1.17 **SE METTRE AU TRAVAIL**

- .1 Repérez les points de contact généraux et prenez les mesures nécessaires pour éviter que leurs activités soient perturbées.



**1.18 RÉGLEMENTATION**

- .1 L'entrepreneur s'engage à se conformer à tous les ordres permanents de la base et à tous les règlements en vigueur à l'emplacement où les travaux seront exécutés.

**1.19 ENLÈVEMENT DE MATÉRIEL ET DE MATÉRIAUX**

- .1 L'entrepreneur ne doit en aucun cas s'approprier de matériaux récupérables ou de matériel trouvés sur le lieu de travail sans avoir d'abord obtenu la permission écrite de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .2 Toutes les structures, tous les matériaux et tout l'équipement fixés aux lieux de travail demeureront la propriété du MDN.

**1.20 DÉCOUVERTE D'AMIANTE**

- .1 La démolition de produits amiantés peut comporter des dangers pour la santé. Si des matériaux présentant l'aspect de produits contenant de l'amiante sont découverts au cours de travaux de démolition, il convient d'interrompre immédiatement ces derniers et d'aviser l'inspecteur des contrats du MDN. Les travaux doivent demeurer interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites de l'inspecteur des contrats du MDN.

**1.21 EMPLACEMENT DE L'ÉQUIPEMENT ET DES ACCESSOIRES**

- .1 L'emplacement des appareils, de l'équipement, des accessoires fixes et des prises de courant indiqué ou précisé doit être considéré comme étant approximatif. L'emplacement réel sera déterminé selon les besoins au moment de l'installation et de manière acceptable.
- .2 Installer le matériel, les appareils d'éclairage et les systèmes de distribution de manière à causer le moins d'obstruction possible et à optimiser la superficie utilisable, et ce, conformément aux recommandations du fabricant en matière de sécurité, d'accès et d'entretien.
- .3 Informer l'inspecteur des contrats du MDN des travaux d'installation qui seront prochainement effectués et soumettre à son approbation l'emplacement prévu pour ces différents éléments.
- .4 À la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, lui soumettre un croquis indiquant la position relative des canalisations et du matériel.

**1.22 SERVICES EXISTANTS**

- .1 Tous les travaux qui auront des répercussions directes ou indirectes sur l'alimentation électrique du bâtiment de soins médicaux/dentaires (L-158), soit par la coupure de l'alimentation ou la réalimentation de l'installation ou d'une partie de l'installation, doivent être signalés à l'administrateur de l'hôpital de la base, au local 4131, ou à l'adjudant de l'hôpital, au local 3154, au moins 48 heures avant leur exécution.
- .2 Lorsque des canalisations de services publics non répertoriées sont découvertes, en informer immédiatement l'inspecteur des contrats du MDN.
- .3 S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations de services existantes ou des raccordements à ces dernières, effectuer les travaux selon les instructions des autorités

compétentes, en perturbant le moins possible la circulation piétonnière et véhiculaire, de même que les occupants et les activités du bâtiment existant.

#### 1.23 **PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES**

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Toute installation endommagée par les activités de l'entrepreneur doit être réparée ou remplacée par ce dernier, à ses frais.

#### 1.24 **PERTURBATIONS ET SÉCURITÉ**

- .1 Exécuter les travaux de manière à gêner/perturber le moins possible les occupants, le public et l'usage normal des lieux. Prendre des dispositions avec l'inspecteur des contrats du MDN afin de faciliter l'exécution des travaux.
- .2 Dans les cas où la sécurité est réduite en raison des travaux prévus dans le contrat, prévoir des moyens temporaires pour assurer la sécurité, sous réserve de l'approbation de l'inspecteur des contrats du MDN et de la police militaire.
- .3 Installer des écrans pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires là où des travaux de rénovation et de transformation sont effectués à proximité d'espaces utilisés par d'autres personnes ou à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN.

#### 1.25 **DÉCOUPAGE, RAGRÉAGE ET RÉPARATION**

- .1 À moins d'indication contraire, l'entrepreneur général est responsable du découpage, du ragréage et de la réparation pour tous les métiers.
- .2 Obtenir l'approbation de l'inspecteur de contrat du MDN avant de couper, de perforer ou de raccorder tout élément porteur, sauf dans les cas où les documents contractuels l'indiquent.
- .3 Les coupes doivent être nettes, précises et lisses, effectuées d'équerre à l'aide de scies, de forets et/ou d'outils de perçage diamantés. Les marteaux burineurs pneumatiques ou électriques ne peuvent être utilisés qu'avec l'autorisation de l'inspecteur de contacts du MDN.
- .4 Lorsque de nouveaux ouvrages sont raccordés à des ouvrages existants et lorsque des ouvrages existants sont transformés ou supprimés, raccorder les nouveaux ouvrages de sorte qu'ils soient assortis aux ouvrages existants et adjacents. Les réparations doivent être imperceptibles une fois l'assemblage final terminé.

#### 1.26 **DISSIMULATION**

- .1 Sauf indication contraire, dissimuler les tuyaux, les gaines et les câbles dans les planchers, les murs et les plafonds des aires finies.

#### 1.27 **ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE**

- .1 Il est STRICTEMENT INTERDIT DE FUMER à l'intérieur des bâtiments de la base.
- .2 L'entrepreneur doit respecter les règlements sur l'usage du tabac et les ordres permanents de la base sur le contrôle de l'usage du tabac autour du dépôt de munitions et à l'intérieur de celui-ci, selon les directives du superviseur du dépôt de munitions.

1.28 **DESSINS SUPPLÉMENTAIRES**

- .1 L'inspecteur des contrats du MDN peut fournir des dessins supplémentaires à des fins d'éclaircissement. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et la même portée que les dessins faisant partie des documents contractuels.

1.29 **INSPECTION**

- .1 Il faut donner à l'inspecteur des contrats du MDN un délai de préavis suffisant pour lui permettre d'inspecter chaque étape de travail à son achèvement. Les travaux ne doivent pas aller de l'avant tant que l'étape précédente n'a pas été approuvée par l'inspecteur des contrats du MDN.

1.30 **QUALITÉ D'EXÉCUTION ET MATÉRIAUX**

- .1 L'exécution des travaux et les matériaux doivent être d'excellente qualité et conformes aux normes de construction relatives au métier en question (domaines de la structure, de l'architecture, de la mécanique, de l'électricité ou du génie civil).
- .2 Il incombe à l'entrepreneur de présenter des résultats acceptables des travaux de construction à l'inspecteur des contrats du MDN, peu importe la main-d'œuvre ou la quantité de matériaux nécessaires.
- .3 L'entrepreneur doit remédier aux défauts d'exécution des travaux et remplacer les matériaux défectueux à ses frais.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de réparer à ses frais les dommages causés par son travail aux biens du MDN ou à des biens privés.

1.31 **DESSINS D'ATELIER, FICHES TECHNIQUES, ÉCHANTILLONS ET ÉCHANTILLONS D'OUVRAGE**

- .1 Dessins d'atelier : au besoin, l'entrepreneur fournira des dessins originaux ou standard modifiés afin d'illustrer en détail certains travaux propres aux exigences du projet, à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .2 Fiches techniques : à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, l'entrepreneur fournira les feuilles de catalogue du fabricant, les brochures, la documentation, les graphiques et les diagrammes de performance ou de rendement servant à illustrer les produits standard fabriqués.

1.32 **CHAUFFAGE ET VENTILATION**

- .1 Payer pour les systèmes de chauffage et de ventilation temporaires utilisés pendant la construction, y compris les coûts d'installation, d'alimentation, d'exploitation, d'entretien et d'enlèvement. L'utilisation de générateurs à chauffage direct répandant des émanations dans les zones de travail est interdite sans approbation écrite préalable de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .2 Assurer le chauffage et la ventilation temporaires nécessaires dans les espaces clos aux fins suivantes :
  - .1 favoriser l'avancement des travaux;
  - .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid;
  - .3 prévenir la formation de condensation sur les surfaces;

- .4 assurer la température et le degré d'humidité ambiants appropriés pour le stockage, la mise en place et le durcissement ou la cure des matériaux;
- .5 assurer une ventilation permettant de satisfaire aux exigences des règlements sur les mesures de sécurité au travail.
- .3 Ventilation
  - .1 Prévenir l'accumulation de poussière, de vapeurs et de gaz ainsi que la formation de buée dans les lieux qui demeurent occupés pendant les travaux de construction.
  - .2 Prévoir un système de ventilation par aspiration à la source afin de prévenir l'accumulation, dans l'air ambiant, de substances présentant des dangers pour la santé des occupants.
  - .3 Veiller à ce que les gaz de combustion soient évacués de manière à ne pas nuire à la santé des personnes.
  - .4 Assurer la ventilation des espaces d'entreposage des matières dangereuses ou volatiles.
  - .5 Faire fonctionner les appareils de ventilation et d'extraction pendant un certain temps après l'achèvement des travaux, afin de garantir l'élimination des contaminants nocifs.
- .4 Assurer en tout temps une surveillance rigoureuse du fonctionnement des appareils de chauffage et de ventilation temporaires, en veillant à respecter ce qui suit :
  - .1 se conformer aux codes et aux normes qui s'appliquent;
  - .2 s'assurer que des pratiques sécuritaires sont utilisées;
  - .3 prévenir l'utilisation excessive des services;
  - .4 prévenir les dommages aux revêtements de finition;
  - .5 évacuer à l'extérieur les gaz de combustion des appareils de chauffage à combustion directe.
- .5 Le matériel et les systèmes existants ou nouveaux ne seront pas utilisés aux fins de chauffage ou de ventilation temporaires.

### 1.33 **EXIGENCES DE SÉCURITÉ**

- .1 Il convient de respecter les mesures de sécurité des chantiers de la partie 8 du Code national du bâtiment, et des Règlements et lignes directrices portant sur la sécurité et la santé des travailleurs de la Commission des accidents du travail (CAT) et des autorités municipales. En cas de conflit ou de divergence, les exigences les plus rigoureuses s'appliquent.
- .2 L'entrepreneur connaît et reconnaît l'autorité compétente en matière de santé et de sécurité qui s'applique à ses travaux. L'entrepreneur accepte de se conformer aux instruments réglementaires provinciaux et fédéraux, s'il y a lieu, et de veiller à ce que ses sous-traitants en fassent de même.
- .3 L'entrepreneur est responsable de tous les sous-traitants en ce qui a trait à tous les enjeux liés à la sécurité et à la santé, et est considéré comme « coordonnateur » du chantier afin de faciliter la coordination entre l'employeur et l'entrepreneur.

- .4 L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent remettre à l'inspecteur des contrats du MDN une preuve d'assurance contre les accidents de travail pour l'ensemble de son personnel avant le début des travaux.
- .5 Il est interdit d'utiliser le matériel, les appareils, les outils, les machines et les équipements de protection individuelle (EPI) appartenant au MDN.
- .6 Échafaudages et plateformes élevées
  - .1 Construire les échafaudages de manière solide et sécuritaire, et en assurer l'entretien.
  - .2 Les échafaudages doivent être conçus et construits en conformité aux exigences de la norme CAN/CSA-S269.2, Échafaudages d'accès pour les travaux de construction et de la partie 28 « Échafauds et plateformes de travail élevées » du *Règlement sur la santé et la sécurité au travail* du Manitoba.
  - .3 Les échafaudages doivent être conçus par un ingénieur lorsqu'il s'agit :
    - .1 d'échafauds ouverts dont la hauteur dépasse 10 mètres;
    - .2 d'échafauds fermés ou palissadés dont la hauteur dépasse 7,5 mètres.
  - .4 L'entrepreneur doit fournir sur le chantier les panneaux de sécurité choisis et approuvés par l'inspecteur des contrats du MDN, qui comprennent les éléments suivants :
    - .1 nom et numéro de téléphone de l'entrepreneur général;
    - .2 nom et numéro de téléphone du représentant de la sécurité sur place de l'entrepreneur;
    - .3 emplacement du service de premiers soins dans la zone des travaux;
    - .4 exigences relatives à l'EPI à l'intérieur de la zone des travaux;
    - .5 nom et numéro de téléphone de l'inspecteur des contrats du MDN.
  - .5 SIMDUT et FDS
    - .1 L'entrepreneur doit veiller au respect des exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) pour ce qui est de l'utilisation, de la manipulation, de l'entreposage et de l'élimination des matières dangereuses, ainsi que des exigences relatives à l'étiquetage et à la remise à l'inspecteur des contrats du MDN de fiches de données de sécurité répondant aux normes de Travail Canada et de Santé Canada au moment de livrer les matériaux.

#### 1.34 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 L'inspecteur des contrats du MDN informera l'entrepreneur sur la sécurité-incendie et les consignes de sécurité-incendie de la base.
- .2 Avant le début de toute activité, un « plan de sécurité-incendie » acceptable doit être préparé pour le chantier et approuvé par l'inspecteur des contrats du MDN.
- .3 Le plan de sécurité-incendie doit comprendre les éléments suivants :
  - .1 La nomination et l'organisation du personnel responsable des secours en cas d'incendie, y compris un service de surveillance, s'il y a lieu;

- .2 Les mesures d'urgence à prendre en cas d'incendie, notamment :
  - .1 sonner l'alarme;
  - .2 aviser le service des incendies;
  - .3 informer les occupants des consignes à suivre lorsque l'alarme est déclenchée;
  - .4 suivre les procédures de lutte contre les incendies;
- .3 La surveillance des risques potentiels d'incendie dans l'immeuble et autour de celui-ci;
- .4 L'entretien des activités des services de lutte contre l'incendie.
- .4 L'entrepreneur doit fournir un plan de sécurité-incendie conformément à l'article 5.6.1.3 du Code national de prévention des incendies du Canada. La responsabilité de l'entrepreneur à l'égard du plan de sécurité-incendie se limite à ses activités de construction et non à l'ensemble du bâtiment. La responsabilité en matière de sécurité-incendie des parties du bâtiment en dehors des limites de la zone de construction incombera au MDN. Le MDN et les FC sont responsables du plan de sécurité-incendie pour les parties occupées du bâtiment. L'entrepreneur doit soumettre le plan à l'inspecteur des contrats du MDN dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat à des fins d'approbation par le chef des pompiers de la base avant le début des travaux de construction ou de démolition. Une copie du plan de sécurité-incendie approuvé doit être affichée et demeurer sur place en tout temps pendant les travaux de construction, et l'entrepreneur doit s'assurer que toutes les personnes ayant accès au chantier sont informées des exigences du plan et s'y conforment.
- .5 Le Chef du service des incendies de la base ou son représentant peut effectuer des inspections périodiques du chantier afin de s'assurer que les consignes de sécurité-incendie sont respectées.
- .6 L'entrepreneur doit corriger toute infraction immédiatement et doit s'assurer que les infractions ont bien été corrigées auprès du chef des pompiers de la base.
- .7 L'entrepreneur doit connaître l'emplacement du déclencheur manuel d'alarme d'incendie et du téléphone les plus proches, ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .8 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au service des incendies de l'une des façons suivantes :
  - .1 en déclenchant l'avertisseur d'incendie le plus proche;
  - .2 par téléphone, en composant le 911.
- .9 La personne qui déclenche l'avertisseur d'incendie doit demeurer à proximité de celui-ci afin de diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie.
- .10 La personne qui appelle les pompiers par téléphone doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment et l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.
- .11 Les systèmes d'alarme et de protection-incendie ne doivent en aucun cas :
  - .1 être obstrués;
  - .2 être désactivés ou fermés;

- .3 être laissés désactivés à la fin d'une période ou d'une journée de travail, à moins que le chef du service des incendies ou son représentant n'en ait été informé et n'ait donné son autorisation.
- .12 Des extincteurs portatifs doivent être installés et entretenus pendant la durée des travaux, conformément à la partie 6 du Code national de prévention des incendies.
- .13 En plus des exigences énoncées ci-dessus, des extincteurs portables doivent être installés à proximité des lieux suivants :
  - .1 zones où des opérations de découpage et de soudage ont lieu;
  - .2 zones d'entreposage de combustibles;
  - .3 lieux où des moteurs à combustion interne sont présents;
  - .4 aires où des liquides ou des gaz inflammables sont entreposés ou manutentionnés;
  - .5 zones contenant des appareils temporaires alimentés au mazout ou au gaz;
  - .6 zones contenant des appareils de chauffage du bitume.
- .14 La classification minimale des extincteurs décrits aux phrases (1) et (2) doit être :
  - .1 2-A:10-BC (pour le matériel mobile);
  - .2 4-A:40-BC (pour les autres endroits).
- .15 À moins que le chef du service des incendies l'autorise, les bornes d'incendie, les prises d'eau et les systèmes de canalisations et de robinets armés d'incendie ne doivent pas être utilisés à des fins autres que la lutte contre les incendies.
- .16 Le chef du service des incendies doit être informé de tous travaux pouvant faire obstacle à l'intervention d'un engin d'incendie. Ces travaux comprennent, sans nécessairement s'y limiter, le non-respect de la hauteur libre minimale indiquée par le chef du service des incendies, la mise en place de barrières et l'exécution de travaux d'excavation, etc.
- .17 La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de liquides inflammables et combustibles sont régis par le Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur).
- .18 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments.
- .19 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .20 Il est interdit d'utiliser comme diluant ou comme produit de nettoyage tout liquide inflammable dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, tel le naphte ou l'essence.
- .21 Les déchets liquides inflammables ou combustibles à éliminer doivent être entreposés dans des contenants approuvés situés dans un endroit bien ventilé et sécuritaire. Il convient de stocker la moins grande quantité possible sur place et le service des incendies doit être avisé lorsqu'on doit en faire l'élimination.
- .22 Les travaux nécessitant l'utilisation de matériaux ou de produits chimiques toxiques, nocifs ou présentant un risque quelconque pour la vie, la sécurité ou la santé des personnes seront réalisés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.

- .23 L'entrepreneur doit obtenir du chef du service des incendies une autorisation de travail à chaud pour tous travaux à exécuter dans les bâtiments ou les installations nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
- .24 Là où des liquides inflammables, tels que des vernis et des produits à base d'uréthane, sont utilisés, il faut assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources possibles de feu. Le chef du service des incendies doit être informé au début et à la fin de ce type de travaux.
- .25 Le chef du service des incendies doit avoir libre accès au lieu de travail.
- .26 L'entrepreneur collaborera avec le chef du service des incendies au cours des inspections périodiques de prévention des incendies sur le lieu de travail.
- .27 Avant de fournir du chauffage temporaire à un espace clos, l'installation proposée doit être inspectée par le service des incendies afin de veiller à ce qu'elle soit conforme aux normes et aux exigences locales qui s'appliquent.
- .28 Un guet d'incendie, 24 heures sur 24 ou périodique, peut être requis à la discrétion du service des incendies ou de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .29 Entreposage
  - .1 Entrepoiser les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés pour assurer un niveau maximal de sécurité et de propreté.
  - .2 Déposer, dans des récipients approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, avant de les évacuer du chantier conformément aux indications.

### 1.35 **PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

- .1 Feux
  - .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.
- .2 Élimination des déchets
  - .1 Il est interdit d'enfouir des rebuts ou des déchets.
  - .2 Il est interdit de jeter des déchets ou des matières volatiles, dont les essences minérales, le pétrole et les diluants, dans les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires.
- .3 Inspection
  - .1 De temps en temps, le chantier du projet fera l'objet d'une inspection afin de veiller à la conformité aux exigences fédérales, provinciales et locales liées à l'environnement.
  - .2 Tout déversement signalé doit faire l'objet d'une inspection par l'agent de l'environnement de la Base et l'inspecteur des contrats du MDN visant à confirmer que le nettoyage et l'élimination ont été effectués de manière satisfaisante.

### 1.36 **DESSINS D'APRÈS EXÉCUTION**

- .1 Dossiers d'après exécution



- .1 Des dessins de l'ouvrage fini de l'entrepreneur doivent être utilisés pour rendre compte des renseignements d'après exécution. Au fur et à mesure que les travaux avancent, tout changement apporté doit être marqué en rouge sur les dessins de l'ouvrage fini.
- .2 Les dessins d'après exécution doivent toujours être à la disposition de l'inspecteur des contrats du MDN aux fins d'information et d'inspection.
- .3 Chaque dessin doit être identifié comme suit (dans le coin inférieur droit, en lettres d'au moins 12 mm de hauteur) : « DESSIN D'APRÈS EXÉCUTION ». (Le présent dessin a été modifié et montre les systèmes/appareils mécaniques tels qu'ils sont effectivement installés.) [Signature de l'entrepreneur] (Date)
- .4 L'entrepreneur responsable des travaux effectués doit signer les dessins d'après exécution. Aucune autre signature ne sera acceptée.
- .5 Les dessins d'après exécution doivent être présentés à l'inspecteur des contrats du MDN aux fins d'examen et d'approbation. Les corrections nécessaires doivent être apportées avant la présentation finale des dessins.

### 1.37 **MANUELS D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN**

- .1 Généralités
  - .1 Rassembler, coordonner, relier et répertorier les données requises dans les manuels d'exploitation et d'entretien (E et E) conformément au devis.
  - .2 Les manuels d'exploitation et d'entretien (E et E) doivent être des synthèses organisées de données sur l'exploitation et l'entretien, dont des renseignements techniques détaillés, des documents et des dossiers décrivant l'exploitation et l'entretien de produits ou de systèmes donnés.
  - .3 Présenter trois (3) exemplaires en anglais.
  - .4 Les dessins, les diagrammes et la documentation du fabricant doivent être lisibles.
- .2 Les manuels doivent être présentés à l'inspecteur des contrats du MDN lorsqu'il en fait la demande.

### 1.38 **NETTOYAGE**

- .1 Généralités
  - .1 Procéder au nettoyage et à l'élimination des rebuts conformément aux ordres permanents de la base et aux lois contre la pollution.
  - .2 Entreposer les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les retirer du chantier à la fin de chaque journée de travail.
  - .3 Assurer une ventilation adéquate des locaux lors de l'utilisation de substances volatiles ou nocives. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cette fin.
  - .4 Une fois les travaux terminés, enlever du chantier tous les surplus de matériaux, les outils, le matériel et les déchets.
  - .5 Éliminer les éclats de peinture, la poussière, la saleté, les étiquettes, les traces de doigts et autres matériaux étrangers des surfaces finies

intérieures et extérieures, notamment les surfaces en verre et autres surfaces polies touchées par les travaux.

- .6 Nettoyer les surfaces revêtues au balai et le terrain au râteau.
- .7 Balayer et laver les surfaces intérieures d'une zone de travail.
- .8 Tout le nettoyage doit être réalisé à l'entière satisfaction de l'inspecteur des contrats du MDN.

### 1.39 **PAIEMENTS**

- .1 Des factures doivent être soumises pour chaque élément de travail ou commande subséquente, selon le cas.
- .2 Les factures comprendront ce qui suit :
  - .1 numéro d'ordre de modification;
  - .2 numéro de commande de travail;
  - .3 date d'achèvement des travaux.
- .3 Le paiement ne sera effectué qu'après réception d'une facture satisfaisante dûment appuyée par les documents de sortie précisés et autres documents requis en vertu du contrat. Les factures et les demandes de versement d'acompte doivent également inclure les détails suivants :
  - .1 le nom et l'adresse de l'entreprise, entre autres;
  - .2 la destination (adresse du client);
  - .3 la date et le numéro de la facture;
  - .4 le numéro de contrat;
  - .5 les numéros d'inscription aux fins de la TPS ou de la TVH (s'il y a lieu);
  - .6 la période au cours de laquelle les services ont été fournis;
  - .7 une description du travail effectué et du ou des montants facturés.

### 1.40 **ÉVACUATION DES MATÉRIAUX DU CHANTIER**

- .1 Débarrasser le lieu de travail de tout rebut à la fin de chaque journée de travail ou lorsque l'inspecteur des contrats du MDN en fait la demande.
- .2 Retirer les déchets séparés, les conteneurs de recyclage et les poubelles du site de la BFC Shilo et éliminer les matériaux dans une installation appropriée.

## **Partie 2 PRODUITS**

### 2.0 **SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 EXÉCUTION**

### 3.0 **SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Partie 1 GÉNÉRALITÉS**

### **1.0 EXIGENCES CONNEXES**

#### **.1 Priorité**

- .1 Les sections de la division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du présent manuel de projet.

### **1.1 RÉFÉRENCES**

#### **.1 Définitions**

- .1 Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC)
  - .1 Organisme gouvernemental qui a élaboré le Manuel de la sécurité industrielle.
- .2 Agent de sécurité d'entreprise (ASE)
  - .1 Agent de liaison officiel de l'entreprise avec le Programme de la sécurité industrielle (PSI). Surveille le profil de sécurité de l'organisation, s'occupe des questions de sécurité et rend des comptes au PSI et au cadre supérieur clé désigné de l'organisation sur tout ce qui a trait à la sécurité industrielle.
- .3 Agent de sécurité de l'entrepreneur
  - .1 Employé de la société de l'entrepreneur ayant les fonctions d'ASE.
- .4 Manuel de la sécurité industrielle (MSI)
  - .1 Outil de référence simple à l'intention des ASE qui contient des renseignements utiles sur les procédures et les normes en matière de sécurité du gouvernement canadien et qui décrit la manière de garantir que leur organisation respecte ces exigences de sécurité.
- .5 Programme de sécurité industrielle (PSI)
  - .1 Le PSI aide l'industrie à obtenir des contrats du gouvernement du Canada et des gouvernements étrangers. La DSIC offre aux entrepreneurs des services d'enquête de sécurité sur le personnel auxquels ils peuvent recourir avant de permettre à leurs employés de travailler avec des renseignements et des biens classifiés et protégés.
- .6 Contrôle positif
  - .1 Mesures assurant que les personnes ne possédant pas l'habilitation appropriée ne seront pas autorisées à avoir accès à de l'information, à des biens, à des ressources ou à des installations du ministère de la Défense nationale (MDN) ou des Forces armées canadiennes (FAC) sans surveillance.
- .7 Demande de visite (DdV)
  - .1 Formulaire qui doit être rempli et soumis par toute personne qui a besoin d'avoir accès à des biens, à du personnel, à des données ou à des ressources sensibles du MDN. La personne en question doit détenir le niveau d'autorisation approprié avant de commencer ces activités.
- .8 Accès restreint
  - .1 Endroits ou renseignements dont l'accès est réservé aux membres autorisés du personnel.

- .9 Plan de mise en œuvre de la sécurité
  - .1 Document détaillé expliquant la stratégie et les méthodes de l'entreprise pour répondre aux exigences de sécurité du contrat.
- .10 Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
  - .1 Formulaire du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) utilisé pour définir les exigences de sécurité d'un contrat. Il s'agit d'une évaluation des menaces et des risques pour la sécurité qui pourraient se matérialiser au cours du processus de passation de contrat.
- .11 Sensible
  - .1 Documents ou renseignements dont la divulgation non autorisée peut nuire, à divers degrés, à une personne, à une société ou au pays.
- .12 Sites Web de référence
  - .1 Services publics et Approvisionnement Canada  
<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>

## 1.2 GÉNÉRALITÉS

- .1 Les exigences de sécurité doivent faire partie du contrat entre le MDN et l'industrie lorsqu'elles sont définies par une Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS).
  - .1 Ces exigences de sécurité s'appliquent notamment à ce qui suit :
    - .1 travaux de construction et biens matériels;
    - .2 ententes contractuelles;
    - .3 contrats de services professionnels;
    - .4 contrats d'entretien des installations;
    - .5 contrats relatifs à l'environnement et aux munitions explosives non explosées (UXO).
- .2 Le formulaire LVERS est utilisé pour définir les exigences de sécurité associées à chaque contrat. La LVERS permet de s'assurer que les clauses de sécurité appropriées sont déterminées et intégrées au contrat, ce qui a pour effet d'engager juridiquement les parties à satisfaire aux exigences du contrat en matière de sécurité. **La LVERS doit accompagner tous les documents contractuels, y compris les contrats de sous-traitance qui contiennent des exigences relatives à la sécurité.**

## 1.3 VÉRIFICATION ET HABILITATION DE SÉCURITÉ DES ENTREPRISES PRIVÉES

- .1 Les entreprises qui ont besoin d'accéder à des marchandises contrôlées ou encore à des biens, des renseignements, des actifs ou des ressources protégés ou classifiés, ou de les conserver, doivent obtenir les autorisations de sécurité comme suit.
  - .1 Les entreprises doivent être autorisées à conserver les renseignements et les biens du plus haut niveau, de la manière suivante :
    - .1 Une vérification d'organisation désignée (VOD) est exigée pour les contrats comportant un accès à de l'information protégée et/ou à des chantiers sécurisés (cote de fiabilité);

- .2 Une attestation de sécurité d'installation (ASI) est exigée pour les contrats prévoyant un accès à de l'information protégée et/ou classifiée et/ou à des chantiers sécurisés (secret);
- .3 Une autorisation de détenir des renseignements (ADR) est exigée pour les travaux utilisant des renseignements protégés et/ou classifiés sur le chantier;
- .4 Toute entreprise appelée à traiter par voie électronique de l'information protégée ou classifiée doit disposer d'une autorisation de soutien de TI et une capacité de traitement correspondant au niveau de classification de sécurité de l'information à traiter, et doit détenir une cote de sécurité correspondant au niveau de l'information ou du bien auquel elle accède.

#### **1.4 ENQUÊTE DE SÉCURITÉ SUR LE PERSONNEL**

- .1 Les employés d'une entreprise qui ont besoin d'avoir accès à de l'information et/ou à une installation doivent faire l'objet d'une enquête de sécurité avant de présenter une demande de visite. Le processus de filtrage prévoit désormais que toute personne doit faire l'objet d'une enquête de la GRC et faire relever ses empreintes digitales par voie électronique. Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site Web de SPAC.

#### **1.5 APPROBATION DES DEMANDES DE PERMIS DE VISITE (DPV)**

- .1 Toute personne (sous-traitants compris) appelée à avoir accès à des biens, à du personnel, à des données, à des actifs et à des ressources sensibles du MDN et des FAC doit faire l'objet d'une enquête de sécurité au niveau approprié avant de commencer ses activités dans le cadre du contrat.
- .2 Accès aux zones opérationnelles
  - .1 Il n'est pas nécessaire de procéder à un contrôle de sécurité pour les membres du personnel qui font l'objet d'un contrôle intégral tout au long de leur visite. Les mesures de contrôle intégral doivent être décrites dans le plan de mise en œuvre de la sécurité. Les mesures de contrôle intégral s'appliquent :
    - .1 Activités logistiques :
      - .1 Livraison du matériel, enlèvement des rebuts;
      - .2 Passage du personnel par une zone opérationnelle (pas pour les travaux);
      - .3 Autorités compétentes.
  - .3 Le processus de DPV permet de vérifier que les personnes ayant accès aux biens du MDN possèdent le niveau d'autorisation prévu dans la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) du contrat.

#### **1.6 VUE D'ENSEMBLE DU PROCESSUS SUIVANT L'ADJUDICATION DU CONTRAT**

- .1 L'agent de sécurité de l'entreprise (ASE) de l'entrepreneur reçoit un formulaire de demande de visite en blanc de l'inspecteur des contrats du MDN en vue de l'obtention de l'approbation de la DPV.
- .2 Tous les employés de l'entrepreneur qui travailleront au projet doivent remplir une DPV. L'ASE de l'entrepreneur doit faire parvenir le formulaire dûment rempli à l'inspecteur des contrats du MDN à des fins de traitement.

- .3 Il incombe à l'entrepreneur principal de présenter et de faire approuver une LVERS pour chaque contrat de sous-traitance assorti d'exigences de sécurité. Cette responsabilité s'étend à tous les contrats de sous-traitance détenus par des sous-traitants.
  - .1 Des instructions sur ce processus sont données dans le Manuel de la sécurité des contrats, à l'adresse <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/msc-csm/index-fra.html>.
  - .2 Les entrepreneurs doivent prévoir un délai de 45 jours ouvrables (à partir de la date où la DSIC reçoit une LVERS exacte et dûment remplie) pour l'approbation d'une LVERS par la DSIC.
  - .3 Toutes les activités liées à la sécurité et préalables aux travaux de construction doivent avoir lieu sans délai dès l'octroi du contrat.
- .4 Pour les contrats de sous-traitance, le formulaire de DPV ne doit pas être présenté tant que la LVERS du contrat de sous-traitance n'a pas été approuvée et tant que la DSIC n'a pas autorisé l'octroi du contrat de sous-traitance.
  - .1 L'entrepreneur doit prévoir un délai d'au moins 15 jours ouvrables pour le traitement d'une DPV.
- .5 Les membres du personnel ne détenant pas les attestations de sécurité requises ne seront pas autorisés à avoir accès aux installations ou à toute information relative au contrat, sauf dans les cas prévus au point 6.2.
- .6 Les DPV approuvées sont valides pour la durée du contrat ou pour une durée d'un an moins un jour, la durée la plus courte étant retenue.

## **1.7 DOCUMENTS À PRÉSENTER**

- .1 Soumettre à l'inspecteur des contrats du MDN des exemplaires des documents ci-après, y compris de leurs mises à jour :
  - .1 Le plan de mise en œuvre de la sécurité;
  - .2 Les LVERS approuvées;
  - .3 Les formulaires de DPV dûment remplis pour tout le personnel visé par le contrat;
  - .4 Les rapports d'incident (dans un délai d'un jour ouvrable);
  - .5 Les autres données, renseignements et documents, à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN.

## **1.8 RESPONSABILITÉS**

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer qu'il n'y aura pas d'infraction à la sécurité lors de l'exécution des travaux prévus au présent contrat.

## **1.9 RÉUNIONS**

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, l'entrepreneur doit assister à une réunion préparatoire organisée par l'inspecteur des contrats du MDN. Il faut veiller à ce qu'au moins le directeur des travaux (chef de chantier) de l'entrepreneur puisse assister à cette réunion.
  - .1 L'inspecteur des contrats du MDN avisera les parties intéressées de la date, de l'heure et du lieu de la réunion, et aura la responsabilité d'en dresser le compte rendu et de distribuer ce dernier.

- .2 À la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, l'ASE de l'entrepreneur est tenu de participer à la réunion préparatoire.
- .2 Il faut tenir des réunions de sécurité propres au lieu de travail, selon les besoins, pour assurer que la gestion de la sécurité se fait conformément aux dispositions du contrat.
- .1 On doit rédiger et distribuer les comptes rendus de chaque réunion, conformément aux exigences de sécurité prévues par le contrat.

#### **1.10 PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA SÉCURITÉ**

- .1 Les entrepreneurs sont tenus de préparer un plan de mise en œuvre de la sécurité propre au contrat et répondant aux exigences de sécurité définies dans le contrat.
- .2 Une copie du plan de mise en œuvre de la sécurité doit être fournie à l'inspecteur des contrats du MDN avant le début des travaux.
- .3 Le plan doit préciser au moins les points suivants :
  - .1 Le nom et les coordonnées de l'ASE;
  - .2 Le calendrier pour les LEVRS et les DPV;
  - .3 Les mesures de surveillance de l'accès au chantier et de contrôle du chantier, notamment les mesures visant à vérifier que toutes les personnes qui entrent dans une zone sécurisée du chantier possèdent une DPV approuvée, conformément aux exigences de sécurité prévues au contrat, ou toute mesure de contrôle positif prévue;
  - .4 Les mesures de sensibilisation à la sécurité (par exemple, restrictions touchant les photos, etc.);
  - .5 Les modalités de signalement des incidents de sécurité.
- .4 L'inspecteur des contrats du MDN doit coordonner l'examen du plan de gestion de la sécurité par le responsable du projet du MDN, qui doit être effectué dans les dix jours ouvrables suivant sa réception, après quoi l'inspecteur des contrats du MDN doit en confirmer l'acceptation ou le rejet par le MDN, avec ses observations.

#### **1.11 SIGNALEMENT DES INCIDENTS**

- .1 On doit enquêter sur tout incident de sécurité et en informer immédiatement l'inspecteur des contrats du MDN.
  - .1 Une copie du rapport d'incident ou d'enquête doit être immédiatement fournie à l'inspecteur des contrats du MDN.
  - .2 De plus amples renseignements se trouvent à l'adresse <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding/signalement-reporting-fra.html>.
- .2 Aux fins du présent contrat, il faut aviser immédiatement l'inspecteur des contrats du MDN de tout incident de sécurité comportant une infraction à la sécurité selon les clauses énoncées dans la LVERS ou de toute interruption des activités dans les infrastructures adjacentes et/ou des activités de l'infrastructure en totalité, susceptible d'entraîner des pertes.
- .3 L'entrepreneur est tenu d'intervenir en temps utile [dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la clôture de l'enquête et le dépôt du rapport d'incident] pour corriger la cause



présumée de l'incident et fournir un rapport écrit sur les mesures prises pour éviter que l'incident ne se reproduise.

**Partie 2        PRODUITS**

**2.0            SANS OBJET**

.1        Sans objet.

**Partie 3        EXÉCUTION**

**3.0            SANS OBJET**

.1        Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **Part 1 GÉNÉRALITÉS**

### **1.0 DOCUMENTS À PRÉSENTER**

- .1 Soumettre à l'inspecteur des contrats du MDN des exemplaires des documents ci-après, y compris de leurs mises à jour :
  - .1 un programme de santé et de sécurité conforme aux exigences établies à l'article 1.8, avant le début des travaux sur le chantier;
  - .2 les rapports ou directives fournis par les autorités compétentes, immédiatement après leur publication par ces autorités;
  - .3 les rapports d'accidents ou d'incidents, dans les 24 heures suivant leur survenue.
- .2 Soumettre d'autres données, renseignements et documents à la demande de l'inspecteur des contrats du MDN, tel qu'il est stipulé ailleurs dans la présente section.

### **1.1 EXIGENCES DE CONFORMITÉ**

- .1 Se conformer à la version la plus récente de la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba et au règlement élaboré en vertu de cette Loi.
- .2 Observer et appliquer les mesures de sécurité en construction prescrites par :
  - .1 le Code national du bâtiment – Canada (édition la plus récente);
  - .2 la commission provinciale des accidents du travail;
  - .3 les règlements et décrets municipaux.
- .3 En cas d'incohérence entre des dispositions des autorités ci-dessus, la disposition la plus contraignante s'applique.
- .4 Fournir et maintenir en vigueur une assurance contre les accidents de travail pendant toute la durée du contrat. Avant le début des travaux, à l'achèvement provisoire des travaux et préalablement au paiement final, fournir à l'inspecteur des contrats du MDN une lettre d'acquiescement émise par la commission provinciale des accidents du travail, attestant que l'entrepreneur a effectivement observé cette exigence.
  - .1 Dans le cas où l'entrepreneur est propriétaire unique, fournir une preuve documentée, présentée sous une forme approuvée par l'inspecteur des contrats du MDN, selon laquelle une autre couverture individuelle a été prévue, qui satisfait aux exigences énoncées ci-dessus relativement à l'assurance contre les accidents, ou les dépasse.

### **1.2 RESPONSABILITÉ**

- .1 L'entrepreneur est responsable de la sécurité générale des personnes et des biens sur le chantier, ainsi que de la protection des fonctionnaires fédéraux et du public circulant à proximité des activités sur le site, dans la mesure où ils peuvent être touchés par ces activités.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que les ouvriers et autres personnes ayant accès au chantier se conforment aux règles de sécurité des documents contractuels, aux ordonnances,

règlements et arrêtés fédéraux, provinciaux et municipaux applicables, ainsi qu'au programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur.

- .3 S'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une situation ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, il faut prendre immédiatement des mesures pour corriger la situation et prévenir les dommages ou les blessures. L'inspecteur des contrats du MDN doit être informé, verbalement et par écrit, de l'existence de tout risque ou condition de cette nature.

### **1.3 CONTRÔLE DU LIEU DE TRAVAIL ET ACCÈS AU LIEU DE TRAVAIL**

- .1 Contrôler tous les points d'accès au chantier, ainsi que les activités qui se déroulent sur ce dernier. Délimiter et isoler le chantier des aires avoisinantes en utilisant des moyens appropriés pour contrôler tous les points d'accès au lieu de travail.
- .2 Mettre en œuvre des procédures visant à permettre à toutes les personnes qui doivent avoir accès au chantier d'y pénétrer. Ces procédures doivent être conformes à la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* et aux règlements qui en découlent, ainsi qu'au programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur.
- .3 S'assurer que les personnes ayant accès au chantier sont munies de l'équipement minimal de protection individuelle (EPI) prévu dans le programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur et qu'elles le portent. Doter les personnes qui doivent avoir accès à la zone des travaux d'un EPI satisfaisant aux exigences minimales déjà indiquées, ou les dépassant, et adapté aux exigences précises des activités du chantier que doivent accomplir ces personnes, et s'assurer que celles-ci ont reçu la formation préalable à l'utilisation de cet EPI et le portent effectivement.
- .4 Installer des affiches aux points d'accès du ou des chantiers et à d'autres endroits stratégiques à proximité indiquant clairement que l'accès au chantier est « interdit » aux personnes non autorisées. Les affiches doivent être de qualité professionnelle et contenir des symboles graphiques facilement reconnaissables. Il ne doit pas s'agir d'affiches commerciales, mais d'affiches utilisées aux fins de sécurité sur le chantier et indiquant les coordonnées des principales personnes-ressources.
  - .1 L'information que l'on doit trouver sur les panneaux de signalisation est la suivante :
    - .1 désignation et description du projet;
    - .2 nom et numéro de téléphone de l'entrepreneur général;
    - .3 nom et numéro de téléphone du représentant de la sécurité sur place de l'entrepreneur;
    - .4 emplacement du service de premiers soins dans la zone des travaux;
    - .5 exigences relatives à l'EPI à l'intérieur de la zone des travaux;
    - .6 nom et numéro de téléphone de l'inspecteur des contrats du MDN.
- .5 Garder le chantier verrouillé en tout temps afin d'en interdire tout accès non autorisé.

#### **1.4 AVIS DE PROJET**

- .1 Avant de débiter les travaux, soumettre l'avis de projet ainsi que tous les avis requis à l'attention des autorités provinciales/territoriales visées. Fournir à l'inspecteur des contrats du MDN une copie de tout avis de projet préalablement au début des travaux.

#### **1.5 PERMIS**

- .1 Obtenir les permis, autorisations et certifications de conformité applicables, en temps opportun et aux fréquences spécifiées par les autorités compétentes.
- .2 Afficher les permis, autorisations et certificats de conformité sur le chantier et en fournir des exemplaires à l'inspecteur des contrats.

#### **1.6 CONDITIONS PROPRES AU PROJET OU AU CHANTIER**

- .1 Les matières et/ou conditions dangereuses recensées sur le chantier et indiquées ci-dessous sont considérées comme un risque pour la santé et la sécurité contre lequel il faut prendre des mesures appropriées dès qu'il se manifeste :
  - .1 Les entrepreneurs sont tenus de s'informer au sujet des substances et/ou des conditions dangereuses connues et d'inclure dans le prix de soumission tous les coûts liés à la réalisation de travaux dans ces conditions ou à l'utilisation de substances dangereuses.
- .2 Les listes ci-dessus ne doivent pas être interprétées comme étant exhaustives et tenant compte de tous les dangers pour la sécurité et la santé que l'entrepreneur peut rencontrer pendant l'exécution des travaux. Il faut inclure les éléments susmentionnés dans le programme d'évaluation des risques prescrit dans le présent devis.

#### **1.7 RÉUNIONS**

- .1 Avant le début des travaux, assister à la réunion préparatoire organisée par l'inspecteur des contrats du MDN. Veiller à ce qu'à tout le moins le directeur des travaux (chef de chantier) de l'entrepreneur assiste à la réunion. L'inspecteur des contrats du MDN avisera les parties intéressées de la date, de l'heure et du lieu de la réunion, et aura la responsabilité d'en dresser le compte rendu et de distribuer ce dernier.
- .2 Tenir les réunions de santé et de sécurité au travail propres au chantier, selon les exigences de la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba, ainsi que les règlements généraux d'application de la Loi.
- .3 Rédiger et afficher le compte rendu de toutes les réunions sur le chantier. Mettre ces exemplaires à la disposition de l'inspecteur des contrats du MDN sur demande.

#### **1.8 PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ**

- .1 Les entrepreneurs sont tenus, en vertu de la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba et des règlements généraux d'application de la Loi, de mettre en place un programme de santé et de sécurité. Les exigences de conformité ayant trait au contenu, aux détails et à la mise en œuvre du programme relèvent des autorités provinciales ou territoriales. Aux fins du présent contrat, le programme de santé et de sécurité doit inclure un plan en la matière propre au chantier qui donne un aperçu des substances et des

conditions dangereuses connues et énumérées à l'article 1.5 ci-dessus, les évalue et les traite. Ce plan doit également évaluer les dangers rencontrés pendant l'exécution des travaux en cernant et documentant les risques nouveaux ou potentiels pour la santé et la sécurité qui n'avaient pas été relevés et indiqués auparavant.

- .2 Il faut fournir à l'inspecteur des contrats du MDN un exemplaire du programme de santé et de sécurité avant le début des travaux dans la zone des travaux. Cet exemplaire fourni à l'inspecteur des contrats du MDN permettra à celui-ci d'évaluer la teneur du programme par rapport aux exigences contractuelles liées à la présence sur le chantier de substances et de conditions dangereuses connues. Cet examen d'évaluation ne doit pas être interprété comme une approbation implicite par l'inspecteur des contrats du MDN du programme comme complet, précis et conforme aux exigences de la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba et des règlements généraux d'application de cette Loi, et ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations légales en vertu de ladite Loi.

## 1.9 SIGNALEMENT DES ACCIDENTS

- .1 Faire enquête sur les accidents et les incidents et les signaler, comme il est prescrit dans la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba et les règlements qui en découlent.
- .2 Aux fins du présent contrat, faire enquête sur les incidents et les accidents qui entraînent les situations suivantes, et les signaler sans tarder à l'inspecteur des contrats du MDN :
  - .1 Blessures qui requièrent ou non des soins médicaux et qui entraînent une perte de temps au travail pour la ou les personnes blessées;
  - .2 Exposition à des produits chimiques ou à des substances toxiques;
  - .3 Dommages matériels;
  - .4 Interruption du fonctionnement d'éléments d'infrastructure situés à proximité et/ou intégrés pouvant entraîner des pertes.
- .3 En même temps qu'il enquête sur un incident ou un accident ou qu'il en signale un, l'entrepreneur est tenu de corriger en temps opportun la situation qu'il juge avoir été à l'origine de l'incident ou de l'accident et d'indiquer par écrit les mesures qu'il aura prises pour éviter que la situation ne se reproduise.

## 1.10 DOCUMENTS À CONSERVER AU CHANTIER

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire des documents sur la sécurité comme le prévoit la présente section, ainsi que tous les rapports et documents sur la sécurité produits ou remis par les autorités compétentes.
- .2 Mettre ces exemplaires à la disposition de l'inspecteur des contrats du MDN, à sa demande.

## Part 2 PRODUITS

### 2.0 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

**Part 3            EXÉCUTION**

**3.0                SANS OBJET**

.1            Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**

## **ANNEXE B**

### **BASE DE PAIEMENT**

Les honoraires fondés sur le prix convenu seront payés à l'entrepreneur lorsque celui-ci aura fourni les services de manière satisfaisante, suivant l'approbation du représentant ministériel, mais ces honoraires n'excéderont pas les montants précisés dans la commande subséquente pour les travaux sans autorisation écrite.

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du marché, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme, taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

#### **.1 Taux horaires :**

L'entrepreneur sera payé selon des taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat.

Consulter les pièces jointes pour connaître les détails.

## ANNEXE C

### EXIGENCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

#### 1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1. L'entrepreneur doit, aux fins de loi sur la sécurité et l'hygiène du travail du Manitoba, et des règlements qui l'accompagnent, et pour la durée du travail :
  - 1.1.1. agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
  - 1.1.2. d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
  - 1.1.3. s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada\* :
    - 1.1.3.1. d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
    - 1.1.3.2. d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

*Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification*

#### 2. SOUMISSION

- 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:
  - 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
  - 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
    - 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
    - 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

*NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.*

#### 3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.



**MANITOBA**

Travail du Manitoba  
Sécurité de lieu de travail et branche de santé  
200 – 401, avenue York  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0P8  
Attention : Services à la clientèle

Téléphone : (204) 945-6848  
Télécopieur : (204) 945-4556

**DÉCLARATION**

DATE : \_\_\_\_\_

NOM DE L'ENTREPRISE : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

La présente société est exemptée de l'application de l'exigence de la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail du Manitoba de prévoir une politique et un programme de sécurité et d'hygiène du travail officiels, et ce, du fait que la société n'embauche pas à l'heure actuelle plus de cinq (5) employés, y compris ceux qui sont requis pour tous les projets actuels pour tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

\_\_\_\_\_  
SIGNATURE

## ANNEXE D

### FORMULAIRE DE RAPPORT D'USAGE PÉRIODIQUE

Retourner à :

RO PA Equipe de Soutien	1-418-566-6167	TPSGC.ROPaequipedesoutien- WRAPSupportTeam.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Téléc.</i>	<i>Courriel</i>

à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Attribution des marchés immobiliers, Direction générale de l'approvisionnement  
269, rue Main, Pièce 310  
Winnipeg (Manitoba) R3C 1B3

FOURNISSEUR: \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : \_\_\_\_\_

Élément n°	Description des travaux	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B) Commandes totales accumulées à ce jour:			
(A+B) Commandes totales accumulées:			

**RAPPORT NIL:** Nous n'avons pas fait d'affaires avec le gouvernement fédéral pour cette période. [    ]

établi par: \_\_\_\_\_

NOM: \_\_\_\_\_

Téléphone.: \_\_\_\_\_

pour la signature de \_\_\_\_\_ DATE: \_\_\_\_\_